

ASSOCIATION Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion Sud-Ouest

13-15, Allée du Colonel Fabien

33310 LORMONT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2025

Expertise comptable / Commissariat aux comptes - www.jpa.wg.com - wg@jpa-wg.com

BORDEAUX / 8 rue Louis Sabourin 33200 Bordeaux T : 05 57 81 50 80

AMBARÈS-ET-LAGRAVE / 6 Rue Victor Hugo 33440 Ambarès-et-Lagrave T : 05 56 06 02 86

LÈGE-CAP FERRET / 71 Avenue de la Mairie 33950 Lège-Cap Ferret T : 05 64 51 00 80

PAUILLAC / 5 Quai A. Pichon 33250 Pauillac T : 05 35 54 46 03

GRADIGNAN / 103, Cours du Général de Gaulle 33170 Gradignan T : 05 35 54 15 15



A l'assemblée générale de l'association Comité de Liaison des Acteurs de la Promotion Sud-Ouest du

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PROMOTION SUD-OUEST relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée aux circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note de l'annexe des comptes annuels relative aux Autres éléments significatifs.

Le Tribunal Judiciaire a approuvé le plan de redressement proposé par votre association ce qui vous engage à son parfait remboursement pendant les dix années d'étalement de vos dettes.

Il convient d'observer que les comptes annuels ont été présentés sous convention de continuité d'exploitation ; Ceci malgré des perspectives de financement et de participation des collectivités aux projets portés par votre association encore incertaines.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans l'annexe des comptes annuels :

- **Au chapitre des Règles et méthodes Comptables- 1 – Principes et Méthodes comptables – Changement de méthode :**

Vous avez mis en œuvre un changement de méthode concernant la présentation du bilan et du compte de résultat conformément aux nouveaux modèles prévus par le Règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Et le Règlement ANC n°2023-03, en coordination avec le Règlement ANC n°2022-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Nous relatons en suivants les incidences standards de l'application des règlements n°2022-06 et n°2023-03, qui s'impose à votre association. Les modifications de présentation sont de trois ordres :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles » ;
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat ;
- Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges ;

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes et les informations fournies sur les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents adressés à l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux le 27 Mai 2026

JPA ACTUS
SAS au capital de 100.000 €
432 380 137 RCS Bordeaux
Société d'expertise comptable
Commissariat aux comptes
8 Rue Louis Sabourin - 33200 BORDEAUX
Tél. 05 57 81 50 80 - info@jpa-wg.com

JPA WANLIN GRELIER

Représentée par M. Olivier BOYER

Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
Règlement ANC 2022-06		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	13 069	12 181	888	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	92 210	90 262	1 948	4 918
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	259		259	259
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 895		1 895	6 505
TOTAL (II)		107 433	102 443	4 991	11 682
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	29 448		29 448	22 904
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 246		12 246	3 356
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	315 068		315 068	448 318
	Charges constatées d'avance	9 728		9 728	6 956
	Valeurs mobilières de placement	953		953	894
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	322 986		322 986	148 664
TOTAL (III)		690 429		690 429	631 093
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		797 862	102 443	695 419	642 775
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				1 895	6 505
(2) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Autres Réserves		
	Report à nouveau	(690 392)	(289 516)
	Excédent ou déficit de l'exercice	209 340	(400 875)
	Total des fonds propres (situation nette)	(153 893)	(363 233)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	(153 893)	(363 233)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		1 282
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		1 282
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	59 808	77 205
	Total des provisions	59 808	77 205
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	105 633	108 618
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 414	119 727
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	591 013	694 021
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 444	5 155
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	789 504	927 521
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	695 419	642 775
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	312 894	927 521
(2)	Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	60	180
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	51 170	26 835
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 064 808	1 208 126
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	40	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	17 397	15 075
	Utilisations des fonds dédiés	1 282	61 656
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		350
	Autres produits	81 299	19
Total des produits d'exploitation		1 216 057	1 312 240
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	79	45
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	179 265	295 650
	Aides financières		4 845
	Impôts, taxes et versements assimilés	42 546	67 429
	Salaires	533 521	790 926
	Cotisations sociales	228 111	321 926
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 755	6 432
	Dotation aux provisions		1 679
	Reports en fonds dédiés		1 282
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	18 497	217 358
Total des charges d'exploitation		1 006 775	1 707 573
RESULTAT D'EXPLOITATION		209 282	(395 332)

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		209 282	(395 332)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		80	26
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		21	3 917
RESULTAT FINANCIER		59	(3 891)
RESULTAT COURANT avant impôts		209 340	(399 223)
Produits exceptionnels			442
Charges exceptionnelles			2 094
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(1 652)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 216 137	1 312 709
TOTAL DES CHARGES		1 006 796	1 713 584
EXCEDENT ou DEFICIT		209 340	(400 875)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan



Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de l'Association CLAP SUD OUEST avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet de l'association :

- Le CLAP Sud-Ouest est une association déclarée conformément aux dispositions de la loi de 1er Juillet 1901.
- Le CLAP Sud-Ouest oeuvre à la construction d'une société interculturelle.
- L'intervention du CLAP peut prendre la forme d'actions en faveur de :
 - La promotion des personnes, des groupes, des associations,
 - L'accès à la citoyenneté sociale, économique et politique de tous ceux qui en sont exclus, y compris les étrangers vivant en France,
 - La reconnaissance des minorités et de leurs organisations,
 - L'éradication du racisme, de la xénophobie et de toutes les formes organisées ou non qui affichent ces thèmes au mépris de la loi ou des conventions et déclarations internationales.
- Elle s'appuie, sans que cela soit exhaustif, sur la formation, l'alphabétisation, la lutte contre l'illettrisme, le développement de la vie associative, le développement des expressions culturelles, le soutien des dynamiques d'intégration, la contribution à la construction d'une dynamique de co-développement solidaire dans la perspective d'une nouvelle éthique juste et solidaire.

Le CLAP en quelques dates :

- 1983** Création d'une antenne locale du comité de Liaison pour l'alphabétisation et de la promotion, à Bordeaux.
- 1990** Transformation de l'antenne Locale, en délégation Régionale du CLAP pour toute la région Aquitaine.
- 1993** Création de l'association autonome CLAP Sud-Ouest, avec vingt associations adhérentes et trois acteurs sociaux.
- 1999** Changement de dénomination. CLAP Sud-Ouest signifie désormais : Comité de liaison des Acteurs de la Promotion dans le Sud-Ouest.
- 2000** Changement d'adresse du siège social de déménagement au 223, Avenue d'Arès à Bordeaux(33200)
- 2004** Changement d'adresse du siège social et déménagement au 176-182, rue Guillaume Leblanc à Bordeaux(33000), en fin d'année Changement d'adresse du DPLAI au 134 cours St Louis à Bordeaux(33000) en juin 2004.
- 2008** Déménagement de l'antenne de Lormont au 10 rue du Colonel Fabien à LORMONT(33310) fin octobre 2008
- 2015** Déménagement du DPLAI au 71 Boulevard Albert Brandebourg à Bordeaux (33000) en août 2015
- 2019** Déménagement temporaire du DPLAI et du CLAP au 176 et 110 rue Achard à Bordeaux (33000) en juillet 2019, en raison de travaux de rénovation des locaux.
Les dons versés à l'association sont éligibles au bénéfice des réductions d'impôt prévus par les Art 200 et 238 bis du CGI.
- 2020** Les travaux étant terminés, l'association a réinvesti ses locaux rue Guillaume Leblanc à Bordeaux.

Annexe au Bilan



2024 En date du 11 juin 2024, ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.

2 025 En date du 20 juin 2025 acceptation du plan de redressement avec continuité d'exploitation. BODACC"A" Annonce n° 5419

Déménagement du siège social et l'établissement de Lormont en un même lieu permettant de regrouper les effectifs et de réduire les coûts structurels en avril 2025.

Pour rappel l'effectif est passé de 33 postes en 2024 à 16 postes en 2025.
Départ de la directrice en mai 2025

Arrivée d'un nouveau directeur mi-juin 2025

Suite à l'audience au Tribunal judiciaire de Bordeaux le 16 mai 2025, jugement du 20 juin 2025 :

Le tribunal donne un avis favorable à la sortie de la procédure de redressement judiciaire.

Mise en oeuvre du plan de redressement avec remboursement de la dette auprès des AGS sur 24 mois / plan de remboursement sur 10 ans pour les autres créances.

Arrêt de l'activité médiation interculturelle en Gironde au 15/06/2025.

Nouveau président élu le 24 septembre 2025 ; nouveau bureau.

Mise en place de ressources propres en septembre 2025.

Il faut noter la place primordiale et vitale de nos partenaires financeurs (Conseil régional, Etat, FSE, Conseil départementale, les EPCI et les communes) qui ont joué un rôle prépondérant dans la survie de notre association. Ceux-ci ont maintenu leur soutien dans la période de difficultés traversée par le CLAP Sud-Ouest avec une trésorerie toujours très tendue jusque fin juillet 2025. Nous tenons à les en remercier ici.

PERSPECTIVES :

Continuer la constitution de ressources propres (prestations, adhésions, dons) pour renforcer la trésorerie.

Maintenir voire développer les liens avec nos partenaires ; les rassurer sur l'avenir du CLAP.

Ouvrir le CLAP Sud-ouest aux acteurs de territoires par adhésion.

Améliorer la visibilité et lisibilité des activités du Clap Sud-Ouest.

Mener des réflexions sur des pistes de d'économies à poursuivre pour constituer une trésorerie socle suffisante et

à la fois honorer l'échéancier du remboursement de la dette.

Pour rappel, le montant total de la dette dû par le seul plan de redressement à rembourser pour l'année 2026 est de 99 260 €.

Redonner une dynamique à l'équipe très éprouvée par la période de restructuration.

Asseoir et étoffer les instances du CA et du bureau avec de nouveaux membres.



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **695 419 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 216 137 euros** et un total **charges** de **1 006 796 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **209 340 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation dans le cadre d'un plan de redressement.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable :

Suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2022-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, l'association applique, à compter de l'exercice clos le 31/12/2025, les nouvelles dispositions prévues par ce règlement. Ce changement constitue un changement de méthode comptable. Il a été appliqué selon les modalités prévues par le règlement ANC n°2018-06. Le Règlement ANC n°2023-03 apporte, en coordination avec le Règlement ANC n°2022-06, des modifications à divers règlements et notamment au Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'application de ces dispositions n'a pas d'incidence significative sur les comptes de l'exercice.

Les principales incidences théoriques de l'application du règlement ANC n°2022-06 portent notamment sur :

- La nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel,
- La suppression de la technique des transferts de charges,
- Les modifications de la présentation du bilan et du compte de résultat.

Résultat exceptionnel :

Certaines opérations, notamment les cessions d'immobilisations, sont désormais présentées en résultat courant.

Subventions :

La quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat est désormais présentée en résultat d'exploitation.

Transferts de charges :

La suppression des transferts de charges conduit à comptabiliser certains produits en diminution des charges ou directement à l'actif.

Frais d'emprunts :

Les frais d'émission d'emprunts sont désormais inscrits en résultat financier.

Règles et Méthodes Comptables



Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimé avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Fonds Dédiés :

Lorsqu'une subvention accordée pour financer une ou plusieurs actions n'a pu être utilisée en totalité au cours de l'exercice, les engagements d'emplois

et leurs réalisations ultérieures sont traités selon les modalités définies par le règlement n°2018-06. A ce titre, les engagements d'emplois sont inscrits en Charges aux comptes 6894 "Engagements à réaliser" et au passif sous la rubrique 19 "Fonds dédiés sur subventions". Ils sont rapportés au compte de résultat au rythme de leur réalisation au compte 7894 "report de subventions non utilisées".

Règles et Méthodes Comptables

Engagement retraite :

Provision pour engagement Retraite : L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles et ceux de manière individualisée.

Les hypothèses actuarielles retenus sont les suivantes :

Taux actuariel : 3,96 %

Taux de croissance des salaires : 1 %

Age de départ à la retraite : 65 ans

Table de taux de mortalité : TG 05..



Autres Eléments significatifs

Par jugement en date du 11 juin 2024, le Tribunal Judiciaire de Bordeaux a ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de l'association suite à des difficultés financières. Une période d'observation s'en est suivie jusqu'au mois de mai 2025. Par jugement en date du 16 mai 2025 le Tribunal a pré-validé un accord de plan de redressement présenté par l'association. En date du 20 juin 2025 le Tribunal a validé le plan de redressement judiciaire par apurement du passif et continuation d'activité. Les dettes ont été ajustées en fonction de l'arrêté du plan. Le département a soutenu l'association sur l'exercice, la continuité d'exploitation de l'association repose sur ce soutien.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	12 035		1 033			13 069
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 035		1 033			13 069
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	22 020		1 640			23 660
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	68 550					68 550
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	90 570		1 640			92 210	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	259					259
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	6 505		1 646		6 256	1 895
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 764		1 646		6 256	2 155
TOTAL		109 370		4 320		6 256	107 433



Amortissements

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres		12 035	145		12 181
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		12 035	145		12 181
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		21 938	479		22 417
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, mobilier		63 714	4 131		67 845
	Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		85 652	4 610		90 262
TOTAL			97 687	4 755		102 443



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	77 205		17 397	59 808
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		77 205		17 397	59 808
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> Sur immobilisations incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		77 205		17 397	59 808
Dont dotations et reprises <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 10px;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> - d'exploitation - financières - exceptionnelles </div> </div>				17 397	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CRÉANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 895	1 895	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	12 246	12 246	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	500	500	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 515	6 515	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	416	416	
	Divers	302 420	302 420	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	5 217	5 217	
	Charges constatées d'avance	9 728	9 728	
	TOTAL DES CREANCES	338 937	338 937	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			



		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	105 633	476	29 444	75 713
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	89 414	67 525	6 129	15 760
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	74 548	74 548		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	483 714	149 769	132 748	201 197
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	32 751	17 132	4 373	11 246
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	3 444	3 444		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	789 504	312 894	172 694	303 916
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	10 547				10 547
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Autres Réserves	316 611				316 611
Report à nouveau	(289 516)	(400 875)			(690 392)
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs					
Excédent ou déficit de l'exercice	(400 875)	400 875	209 340		209 340
Situation nette	(363 233)		209 340		(153 893)
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	(363 233)		209 340		(153 893)



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	1 282	1 282		
TOTAL	1 282	1 282		

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Totalisation				



Variation des Fonds Dédiés


	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Fonds dédiés	1 282		1 282				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 282		1 282				



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			9 728
		9 728	
MICROSOFT LICENCE			
BNP LEASE			
LAMY LIAISONS			
ACTIVE DEVELOPPEMENT			
GRENKE			
MAIF			
SAGE			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			9 728

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Règlement ANC 2025-01

Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

Honoraires afférents à la certification des comptes	8 140	9 000	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
Total	8 140	9 000	100,00	100,00				



(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)							
--	--	--	--	--	--	--	--

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

Annexe libre

Autres informations

Rémunérations allouées aux dirigeants.

Les rémunérations allouées aux trois plus hauts cadres dirigeants ont représenté un total de 136 704 euros.

Les dettes non retenues dans le plan de redressement représente un montant de 75 512 euros comptabilisés "autres produits d'exploitation"

Cotisations:

Les cotisations sont enregistrées à l'émission et sans contrepartie

Créances diverses :

Créances Financeurs :

FSE +DEPARTEMENT HAUTE VIENNE : 15 397 euros

CONSEIL GENERAL 33 : 25 227 euros

DEPARTEMENT GIRONDE FSE+ : 126544 euros

MSA GIRONDE : 850 euros

CA Limoges METROPOLE : 2 000 euros

CONSEIL REGIONAL AQUITAINE : 132 402 euros



Les créances financeurs ont été comptabilisées en fonction des dossiers de financement déposés auprès des différents organismes.

Il est à noter que certains dossiers sont particulièrement complexes et qu'en conséquence, les paiements attendus et estimés vont nécessiter un certain délai.

Frais divers liés au RJ: 19 266 euros

dont ajustement du plan : 3 121 euros

dont honoraires mandataires ; avocats
procédure RJ : 16 144 euros

Contributions volontaires :

Néant

Réfaction sur projets :

Les réfections sur projets sont comptabilisées en déduction des comptes de produits concernés.